

Ingés, cadres, techs :

BUDGET BAYROU :
NOUS REFUSONS
D'ÊTRE SACRIFIÉ·ES
POUR PRÉSERVER
LES AIDES AUX
ENTREPRISES



Le Premier ministre a présenté le 15 juillet 2025 un plan d'austérité intitulé "Le moment de vérité" de 44 milliards d'euros d'une **brutalité inédite**. Par ces annonces le gouvernement promet une année noire pour les cadres et professions intermédiaires de tous les secteurs. **Les seules qui tirent leur épingle du jeu sont les entreprises** qui préservent leurs 211 milliards d'euros annuels d'aides publiques financées par nos impôts.



La référence syndicale



CGT Ingés Cadres Techs

POUR JUSTIFIER SON PLAN “EN AVANT LA PRODUCTION” LE GOUVERNEMENT PRÉTEND QUE NOUS NE TRAVAILLONS PAS ASSEZ. DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

63 % des cadres et 44 % des professions intermédiaires déclarent travailler au-delà des 40 heures hebdomadaires (*ViaVoice, 2025*).

Horaires à rallonge, absence de droit à la déconnexion, forfait-jour et heures supp' non décomptées : **en réalité nous travaillons déjà bien au-delà des 35 heures hebdomadaires.**

Alors que la majorité des cadres et professions intermédiaires réclame de travailler moins, en particulier par la mise en place de la semaine de 4 jours (*ViaVoice 2023*), le gouvernement annonce le pire :

- 🗑️ le retrait de 2 jours fériés : c'est “travailler plus pour gagner moins”
- 🗑️ la monétisation de la 5e semaine de congés payés, au détriment de notre santé, pour dédouaner les directions d'embaucher et d'augmenter nos salaires

POUR LES SALAIRES DES CADRES ET PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES C'EST “LE MOMENT DE VÉRITÉ”.

Notre niveau de vie est en berne et nos salaires régressent. En près de 20 ans, nos salaires ont augmenté de moins de 1 % en euros constants (*Insee, 2024*), contre 13 % en moyenne chez les salarié-es du privé. Dans la fonction publique, c'est catastrophique : alors que les salaires

des fonctionnaires ont baissé de 23 % en euros constants (*Epicycle*), le gouvernement annonce un nouveau gel.

Il y a urgence à augmenter nos salaires, notamment en garantissant la hausse automatique de tous les salaires en fonction des prix, mesure plébiscitée par les cadres et professions intermédiaires (*ViaVoice 2023*).

LE GOUVERNEMENT CIBLE LES “RETRAITÉ-ES AISÉ-ES”.

Supprimer l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions et geler leur montant, **c'est le cocktail explosif pour réduire le niveau des pensions.**

C'est injuste ! Non seulement on nous contraint à travailler 2 ans de plus, mais on réduit en plus notre pouvoir d'achat en augmentant les impôts, alors même que le niveau des pensions est inférieur à celui qu'ont connu les générations précédentes !

Le système de retraite a été fondé pour garantir le maintien de notre niveau de vie à la retraite. En s'y attaquant ainsi, le gouvernement veut nous jeter dans les bras de la retraite par capitalisation ni fiable ni juste.

Egalité salariale, mise à contribution de l'intéressement et de la participation, hausse des cotisations patronales... Le gouvernement n'a retenu aucune des nombreuses propositions de la CGT pour financer nos retraites.

LES EMPLOIS QUALIFIÉ-ES ET LA PROTECTION CONTRE LE CHÔMAGE DANS LE VISEUR :

Face au repli de l'emploi des cadres (*Apec, 2025*) le gouvernement annonce :

- 🗑️ des suppressions de postes de fonctionnaires et des fusions de services publics,
- 🗑️ une baisse des droits au chômage, avec la

modification de l'indemnisation suite à une rupture conventionnelle.

Alors qu'un récent rapport confirme que **6690 € d'argent public sont versés toutes les secondes aux entreprises sans contrôle ni contrepartie**, le gouvernement veut nous faire payer la facture d'une dette qu'il a lui-même creusée en multipliant les cadeaux aux entreprises.

LA COLÈRE SOCIALE EST FORTE, LE GOUVERNEMENT DOIT RETIRER SON PROJET.

Le succès de la pétition contre la loi Duplomb, qui a recueilli des millions de signatures en plein été, le démontre. L'intersyndicale a lancé une pétition “Budget : les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !”.

¾ des cadres et professions intermédiaires s'opposent à la baisse du financement du système de protection

sociale pour financer le réarmement de la nation. Et **plus d'1/3 des salarié-es qualifié-es à responsabilité veulent se syndiquer et faire grève pour préserver notre système de protection sociale** (*ViaVoice 2025*).

Il n'y a pas de fatalité, pour faire reculer le gouvernement nous pouvons nous organiser : échanger entre collègues, signer et faire signer la pétition intersyndicale, rejoindre la CGT et renforcer ses actions.



Signez la pétition